

Les rapports d'activités de la discorde

La grogne et les critiques fusent, mais sans plus, dans les rangs des organes de l'Union des femmes du PDG. A l'aide de longs ciseaux, on cisaille les primes qui permettaient aux responsables des groupes de s'autonomiser.

Mathias Otando

Décidément, la camarade SGA du Parti démocratique gabonais en charge des femmes, Annie Chrystel Limbourg Iwenga, n'a pas fini de faire voir de toutes les couleurs aux bougeuses de fesses de l'UFPDG, confinées à meubler les réjouissances nocturnes et diurnes du distingué président.

Outre le fait qu'elle les a tout bonnement ignorées pendant le processus électoral après les avoir obligées à s'inscrire et à faire inscrire massivement parents, amis et voisins sur les listes électorales, avec pour simple motivation la promesse de leur manifester sa reconnaissance après l'élection de leur champion, elle serait en train de leur faire ça dur.

Elle refuserait de leur remettre l'intégralité des montants qui sont traditionnellement alloués aux responsables des groupes d'animation et aux déléguées dans les fédérations ainsi qu'aux membres du bureau national de l'UFPDG. Raison par cette grande dame évoquée : le fait pour ces dernières de ne pas avoir fourni des rapports du déroulement de l'élection présidentielle.

Naturellement, cette énième brimade n'est pas du goût de toutes ces jeunes femmes qui se prennent la tête « sous le soleil et sous la pluie ». C'est pour quoi, dans les rangs, elles gesticulent, mais sans plus. Et c'est sous le sceau de l'anonymat que l'une des mécontentes a révélé que « depuis que la ca-



Chrystel Limbourg Iwenga (au centre) martyrise les femmes de l'ex-parti des masses sous le regard coupable de la Mama (à droite).

marade a été promue là, elle n'arrête pas de prendre des décisions unilatérales. Beaucoup d'entre nous n'étaient pas là sous les autres responsables de l'UFPDG, mais on sait quand même que celles qui étaient-là avant elle accordaient des indemnités aux responsables des groupes d'animation, des membres du bureau national et des représentantes de l'UFPDG dans les fédérations pour leur permettre de se mouvoir et de s'acheter des crédits téléphoniques pour contacter les autres camarades en cas de nécessité. Elle a trouvé ça. Et il n'y avait aucune autre condition sine qua non. Mais depuis qu'elle est là, elle a réduit les enveloppes. Elle a inventé des pénalités pour nous priver de ce dû. Par exemple, elle exige de nous des rapports d'activités. Et les retards ou les absences non justifiées aux réunions donnent droit à des coupures. Personne ne sait où va cet argent qui n'est pas le sien. Mais on sait qu'elle ne rend pas cet argent dans les caisses du parti ».

Ces coupures ont connu une phase as-

ensionnelle avec l'élection présidentielle. Elle a exigé aux responsables des groupes d'animation et aux déléguées locales de lui fournir des rapports du déroulement du scrutin dans leurs localités alors qu'au départ, il n'en a jamais été question. En plus, disent certaines, « l'UFPDG ne nous a donné ni le franc de campagne ni les gadgets et ne sait même pas si nous avons voté à Libreville ou dans nos villages respectifs ». Mais à la question de savoir si le secrétaire général, Faustin Boukoubi, est au courant de la situation, la réponse se passe de commentaire. Il sait ce qu'il se passe, mais préfère ne rien dire parce que la SGA dit toujours qu'elle agit « sous le contrôle de qui de droit ». Suivez le regard de l'élue de Pana. Mais malgré toute cette brimade, ces femmes sont comme envoûtées. Elles se plaignent sous cape, mais n'osent pas le faire à visage découvert, de peur d'être taxées d'opposantes. Quel assujettissement !